

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle Risques accidentels  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE

Auxerre, le 19 octobre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **110 BOURGOGNE**

« L'érable » - 89560 OUANNE

230557

Code AIOT : 0024900039

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2023 dans l'établissement 110 BOURGOGNE implanté "L'Erable" 89560 Ouanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- 110 BOURGOGNE
- "L'Erable" 89560 Ouanne
- Code AIOT : 0024900039
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site 110 BOURGOGNE de OUANNE a une capacité de stockage de 22 787 m<sup>3</sup>. Il emploie 2 personnes.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action Silo

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Équipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 26/08/2004, article 3	/	Sans objet
2	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
3	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
5	Équipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
6	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas justifié que les transporteurs à bande étaient équipés de bandes non propagatrices de flamme.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/08/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> Classement des installations * 2160.1 Silos de stockage de céréales ... le volume total de stockage étant supérieur à 15 000 m <sup>3</sup> => Volume de 22 787 m <sup>3</sup> AUTORISATION * 2175 Dépôt d'engrais liquides de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l, la capacité totale étant supérieure à 100 m <sup>3</sup> => Volume de 260 m <sup>3</sup> AUTORISATION * 1412.2.b Stockage de gaz inflammable liquéfié en réservoirs manufacturés ... la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 6 tonnes mais inférieure à 50 tonnes => capacité de 13 tonnes de propane DECLARATION * 2260.2 Broyage, concassage, criblage ... de substances végétales et de tous produits organiques naturels ... la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 Kw mais inférieure ou égale à 200 kW => Puissance de 92 Kw DÉCLARATION * 2910.A.2 Installations de combustion ... consommant des gaz de pétrole liquéfié ... la puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW => Puissance séchoir de 3,2 MW.
<b>Constats :</b> Le site 110 BOURGOGNE de OUANNE est soumis à :  AUTORISATION * 2160.2a Silos de stockage de céréales . le volume total de stockage étant supérieur à 15 000 m <sup>3</sup> => Volume de 22 787 m <sup>3</sup> AUTORISATION  DÉCLARATION AVEC CONTRÔLE PERIODIQUE * 2910.A.2 Installations de combustion ... consommant des gaz de pétrole liquéfié ... la puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW => Puissance séchoir de 3,2 MW => DC * 4718.2b Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2, 2b supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t => 13 t (DC)  DÉCLARATION * 2175 Dépôt d'engrais liquides de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l, la capacité totale étant supérieure à 100 m <sup>3</sup> => Volume de 260 m <sup>3</sup>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Culture de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
--

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Culture de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Deux personnes travaillent sur le site de OUANNE. L'installation est exploitée sous la surveillance d'un responsable silo qui a suivi les formations spécifiques aux risques liés à l'activité.</p> <p>Le responsable silo ainsi que le magasinier ont suivi certaines formations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renouvellement risques IEP (Incendie, Explosion, Poussières), le 07/02/2023</li> <li>- Maîtrise du risque incendie : « équipier de première intervention », le 03/02/2023</li> <li>- Sensibilisation sur les risques incendies, explosions et poussières, le 10/06/21</li> <li>- Mesures de prévention et sécurité de 110 BOURGOGNE, le 10/06/21</li> </ul> <p>Le responsable silo a suivi en plus la formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Autorisation de conduite de chariots automoteurs, le 08/11/2021</li> </ul> <p>Cette personne rend compte de son activité au Responsable de secteur. Une fiche de poste nominative est définie, intégrant les différentes missions, et notamment la préparation, la conduite, l'entretien et la maintenance du matériel et des installations.</p> <p>Les formations de l'ensemble du personnel sont inscrites dans un plan de formation annuel. Ce plan est actualisé tous les 6 mois.</p> <p>Le plan de formation 2024 est défini entre septembre et décembre de l'année en cours</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 3 : Conditions de fonctionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Des consignes de sécurité et d'exploitation sont établies. L'exploitant a transmis en amont de la visite la consigne « gestion d'une élévation anormale de température dans une cellule », « panneau gestion d'une élévation anormale de température » et « élaboration d'un permis de feu ».</p> <p>Les produits concernés par le risque d'auto-échauffement sont le maïs, le colza et le tournesol.</p> <p>Si une élévation de température du grain est constatée au cours d'un contrôle (+ 5° C par rapport au contrôle précédent), le personnel doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prévenir le responsable QSE pour connaître la conduite à tenir ;</li> <li>- préciser sur le panneau le n° de la cellule concernée.</li> </ul>

<p>L'exploitant a également présenté la consigne d'élaboration d'un permis de feu, ainsi que la consigne de contrôle des équipements après intervention, précisant la procédure de remise en route des équipements après un arrêt. Cette procédure indique la liste des points de contrôle sur chaque équipement (transporteurs à chaînes, convoyeurs à bande, vis sans fin, élévateurs, nettoyeurs / calibreurs, ventilateurs, aspiration centralisée).</p> <p>Cette dernière consigne indique que tous les appareils qui seront modifiés, réparés, révisés devront particulièrement être contrôlés de façon à limiter au maximum les risques cités, dans la liste non exhaustive ci-jointe (émanations de poussières, frottement des pièces métalliques en mouvement, échauffements des équipements, risques d'accident et d'incident, incendie, explosion et court-circuit électrique).</p> <p>La procédure précise que la remise en marche des équipements après intervention se fera uniquement en présence des équipes de maintenance et ou de prestataires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une consigne de rédaction d'un permis de feu, mise à jour en mars 2023, a été présentée par l'exploitant. Le responsable de silo, par délégation du responsable de sécurité, autorise les travaux (soudure, meulage, disque, ...).</p> <p>Il est indiqué dans la consigne que les travaux sont autorisés après que la zone de travaux ait été aspirée, qu'un examen des lieux ait été réalisé avec l'intervenant et que les précautions obligatoires ont bien été prises.</p> <p>Cette consigne prévoit également la vérification des précautions avant, pendant et après l'intervention, et notamment juste après 1h et 2h de la fin des travaux.</p> <p>Le personnel sur place a connaissance de cette consigne.</p> <p>Toute intervention est consignée dans un registre d'entrée. Celui-ci mentionne s'il s'agit d'une intervention par point chaud. Si oui, un permis de feu est délivré dès l'entrée et co-signé des deux intervenants.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Équipements à l'origine de départ de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li><li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</li></ul> Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le compte-rendu de vérification électrique Q18 du 31/05/2023 Ce compte rendu fait apparaître 16 non conformités.  Le compte rendu Q19 du 02/02/2023 a également été présenté. Aucune anomalie n'a été décelée.  Une commande d'intervention a été réalisée le 17/08/2023. Un tableau de suivi est présenté par l'exploitant. Celui-ci permet de suivre les non-conformités, observations éventuelles, ainsi que les demandes d'intervention. En cas de non-conformités ou observations, le rapport de l'organisme de contrôle ainsi qu'un bon d'intervention sont adressés systématiquement au prestataire pour intervention. Un logiciel GMAO est en cours d'acquisition et de paramétrage. Il permettra une meilleure visibilité de l'avancée des actions.  Toutefois, l'exploitant devra fournir à l'inspection un rapport annuel justifiant de la conformité aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie, constitué de : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li><li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</li></ul>
<b>Type de suites proposées : Avec suite</b>
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais : 1 mois</b>

## N° 6 : Entretien de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une aspiration centralisée est mise en place.</p> <p>Un système d'aspiration des poussières est mis en place sur chaque installation. Un nettoyage régulier est réalisé. Lors de la visite, l'inspection a constaté que les installations et les locaux étaient propres.</p> <p>Les températures font l'objet d'un rapport 1 fois par an et pour le colza une fois toutes les 2 semaines.</p> <p>Si une élévation de la température était constatée, l'exploitant pourrait déclencher la consigne. Si l'exploitant constate une élévation de la température du grain au cours du contrôle (+ 5° C par rapport au contrôle précédent), il doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prévenir le responsable QSE pour connaître la conduite à tenir,</li> <li>- afficher un panneau indiquant le numéro de la cellule concernée.</li> </ul> <p>L'exploitant a également fait l'acquisition d'un groupe froid permettant de refroidir le grain plus rapidement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 7 : Qualification d'équipement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Transporteurs à bande</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site 110 BOURGOGNE de OUANNE utilise un transporteur à bandes et plusieurs transporteurs à chaînes.</p> <p>Un dispositif de vérification de bourrage est mis en place. S'il est constaté une élévation de température, cela signifie qu'un bourrage est présent. Un agent intervient alors pour remédier au problème.</p> <p>Un dispositif de rotation et de déport de sangle est également mis en place. Dans ce cadre, un voyant apparaîtrait sur le panneau de contrôle et l'installation se couperait. Un agent devrait intervenir pour remédier au problème et remettre l'installation en fonctionnement.</p> <p>Aucun justificatif n'a été présenté ni adressé à l'inspection indiquant que les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de flamme. L'exploitant devra adresser à l'inspection un justificatif indiquant que les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de flamme.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>



**Proposition de délais : 1 mois**